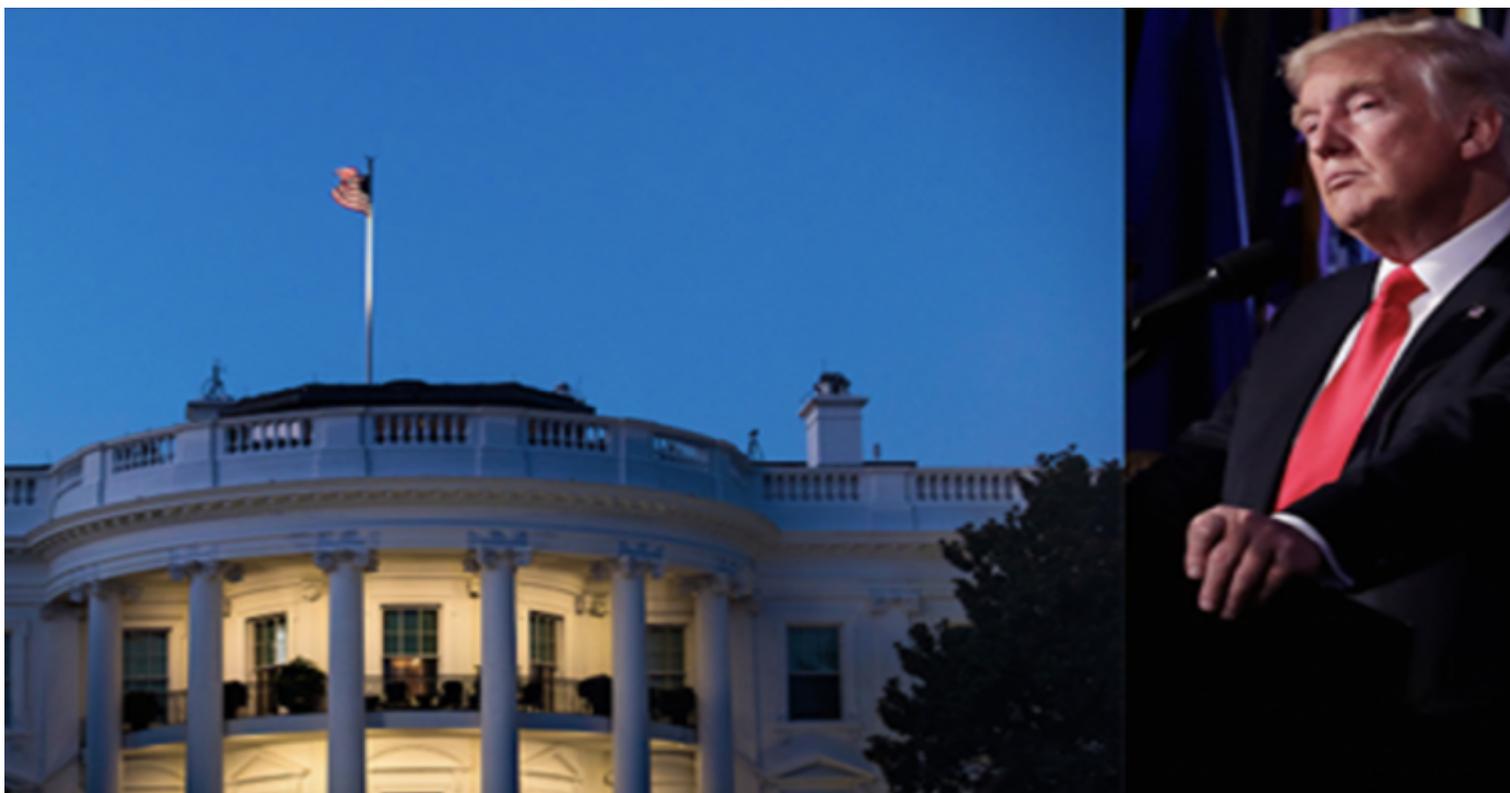


114 ans après une imposition yankee à Cuba



Par Pedro Martínez Pérez

Ce lundi, pour la plus grande honte de l'administration des États-Unis, cela fait 114 ans jour pour jour de l'imposition à Cuba d'un traité pour perpétuer la domination impérialiste et garantir la permanence d'une base militaire dans la province cubaine de Guantánamo, qui y reste contre la volonté du gouvernement et du peuple cubains.

Je n'oublierai jamais un professeur de la Faculté de Droit de l'Université de La Havane, Miguel D.Estefano, qui avertissait sur le pharisaïsme de la politique extérieure des États-Unis, ratifiée par le président Donald Trump, le 20 mai dernier, date que Washington continue de célébrer comme si elle marquait l'indépendance de Cuba, alors qu'elle marque le début de la République néo-coloniale. C'est justement le premier président de cette pseudo-république, Tomás Estrada Palma qui a signé le Traité des relations onéreuses avec les États-Unis.

Donald Trump, qui ces jours-ci se promène par le monde pour vendre des armes à ses alliés et en offrant ici et là des déclarations sur la démocratie et les droits de l'homme, a oublié de dire, dans son message du 20 mai, que c'est justement le 20 mai, la date choisie par le gouvernement des États-Unis pour débiter, en 1985, les émissions d'une station qui a été baptisée Radio Martí, et qui n'a pas abouti à son but de subvertir l'ordre intérieur à Cuba, mais qui par contre a été une offense pour tout le peuple cubain

de par l'utilisation sans scrupule du nom du Héros National, de l'Apôtre de l'indépendance cubaine, José Martí.

Les collègues de la télévision cubaine, se référant à la déclaration faite par la Maison Blanche samedi, ont qualifié à juste titre de ridicule le message de Trump. Ils ont également critiqué les assesseurs du président des États-Unis”.

Nous, les Cubains, nous ne suivons pas le conseil du Hôte précédant de la Maison Blanche, Barack Obama, qui, durant sa visite à Cuba nous avait demandé d'oublier le passé. La présence d'une base militaire à Guantanamo, imposée à Cuba cela fait plus d'un siècle fait très mal. Tout comme le maintien d'un blocus économique, commercial et financier que l'écrivain colombien, Gabriel García Márquez, Prix Nobel de Littérature a qualifié de la plus grande violation des droits humains commise en Amérique.

Le jour de l'indépendance cubaine n'est pas le 20 mai, date qui marque la naissance en 1902 d'une pseudo-république, mais le 1er janvier. Ce n'est que jusqu'au triomphe de la Révolution en 1959 que Cuba a accédé pleinement à sa souveraineté et indépendance et qu'il a été possible d'éliminer le racisme et la discrimination introduits par les troupes yankees qui ont occupé le territoire de notre île durant l'intervention opportuniste des États-Unis dans la guerre hispano-cubaine.

Interdit d'oublier, comme l'a bien dit le président sortant de l'Équateur, Rafael Correa, l'homme qui laisse, entre autres legs aux Équatoriens, la fermeture de la base militaire que les États-Unis avaient dans la ville équatorienne de Manta.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/130450-114-ans-apres-une-imposition-yankee-a-cuba>



Radio Habana Cuba